

Bulletin d'histoire politique

« Avant de se souvenir, faut d'abord savoir... »

Pierre Vennat



Volume 16, numéro 1, automne 2007

La Deuxième Guerre mondiale à l'étude (1ère partie)

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054598ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054598ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vennat, P. (2007). « Avant de se souvenir, faut d'abord savoir... ». *Bulletin d'histoire politique*, 16(1), 147–152. <https://doi.org/10.7202/1054598ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

« Avant de se souvenir, faut d'abord savoir. . . »

PIERRE VENNAT *

Journaliste-historien

Président d'honneur de la Semaine des anciens combattants 2005 au Québec

Il est à la mode de dire et d'écrire que les Québécois ne savent rien de leur passé militaire ou qu'ils préfèrent l'oublier.

Le fait qu'on m'ait invité à inaugurer la Semaine nationale des anciens combattants de 2005, laquelle se déroulait d'ailleurs dans le cadre de l'Année des anciens combattants, décrétée par le gouvernement canadien, prouve que si le verre n'est pas encore plein, il se remplit peu à peu. Je préfère parler d'un verre à moitié plein que de perdre du temps à parler d'un verre à moitié vide.

D'autant plus que peu après mon allocution, on lançait, sur le plancher même du colloque, un ouvrage intitulé *Dix ans d'histoire militaire en français au Québec*, soit les actes du colloque de l'année précédente. En 1994, lors du premier colloque du genre, on avait dénoncé le tabou qui existait alors aux yeux de plusieurs sur le passé militaire des Canadiens français. C'est ma prétention – et le fait que l'on m'ait invité à faire coïncider l'ouverture du colloque de 2005 avec celle de la Semaine nationale des anciens combattants le prouve – que le tabou n'existe plus. Il y a encore ignorance, encore de l'éducation populaire à faire, bref les historiens ont encore du boulot à faire. Mais de tabou, il n'y a plus.

Mais pour cela, il est nécessaire que tous ceux qui ont à cœur de perpétuer la mémoire de notre passé militaire, sous quelque forme que cela soit, mettent de côté leurs égos, les querelles de juridiction, dialoguent, s'encouragent mutuellement. Lorsque j'ai, en 2002, accepté pour la première fois la présidence de la Semaine nationale des anciens combattants, j'ai été très clair : j'acceptais en autant qu'on veuille reconnaître en haut lieu que le Québec

*. Depuis le colloque, M. Vennat a démissionné du Comité des anciens combattants et a expliqué publiquement son insatisfaction face à la politique canadienne de commémoration des Anciens combattants. [ndlr]

étant une *société distincte*, il fallait au Québec un programme de commémoration qui tienne compte de ce fait.

En effet, les enjeux de la commémoration au Québec sont différents d'ailleurs. Ici, le passé militaire se confond avec celui de la Nouvelle-France. On ne peut pas faire abstraction que pour la majorité des Québécois de souche, leurs ancêtres étaient du côté de Montcalm et non de Wolfe ; que par conséquent, pour la majorité des Québécois, *la mère-patrie, c'est la France et non l'Angleterre*, que s'il est vrai que ce sont des Québécois qui ont aidé à sauver la colonie des rebelles américains en 1775 et une autre fois en 1812, avec Charles de Salaberry, la population d'ici était partisane des Patriotes en 1837 ; et qu'enfin, si le Québec a fourni un nombre considérable de combattants volontaires lors des deux grandes guerres du *xx^e* siècle, le Québec s'est toujours opposé à toute forme de conscription pour le service militaire.

Et qu'enfin, bien sûr, ce n'est sûrement pas pour sauver la Couronne britannique que des milliers de Canadiens français se sont engagés lors de la Première ou la Deuxième Guerre mondiale. Bref, tout programme de commémoration qui ne prendrait pas en ligne de compte que l'histoire militaire du Québec se confond avec l'histoire du Canada français et que celle-ci est sinon différente de celle du Canada anglais, du moins donne lieu à des interprétations différentes, est voué à l'échec.

Cela dit, c'est de temps à autre au cours de l'année et tout particulièrement le 11 novembre, Jour du Souvenir, que les Québécois, comme les autres Canadiens et citoyens de la plupart des pays occidentaux, ont la possibilité de se souvenir des efforts déployés par ceux qui ont répondu à l'appel de la Patrie et plus particulièrement de ceux qui sont morts à la guerre.

Participer à ces commémorations ne constitue pas un geste politique ou partisan. Il s'agit simplement de poser un geste de respect pour ces anciens combattants dont les historiens parlent dans leurs cours et leurs ouvrages. L'histoire militaire n'est pas qu'une question de stratégie. Elle a été écrite, souvent en lettres de sang, par des hommes et des femmes. Encore aujourd'hui, en novembre 2005, des milliers des nôtres, parmi lesquels des centaines de francophones, risquent leur vie en Afghanistan, en Haïti, en ex-Yougoslavie pour ne nommer que ces points chauds du globe. Et ce n'est sûrement pas pour glorifier la guerre non plus qu'on commémore les anciens combattants.

J'étais en 2005, comme je le fus les trois années précédentes, président, au Québec, de la Semaine des anciens combattants.

Je me promenais avec dans ma poche une médaille que je n'ai pas le droit de porter. Il s'agit de la Croix d'argent, aussi connue sous le nom de Croix des mères ou Croix des veuves. On l'a donné à ma mère parce que mon père s'est fait tuer à Dieppe. Pour moi, l'histoire militaire n'est pas quelque chose

d'abstrait. Mon père s'y est fait tuer, son seul frère aussi, ainsi qu'un de mes grands-oncles et mon grand-père y a été blessé. Je commémore leur sacrifice et celui de leurs camarades.

Par ailleurs, le gouvernement canadien avait refusé de s'engager dans la guerre du Vietnam et il condamne celle en Irak. En un mot, commémorer nos anciens combattants et les soldats actuels ne veut pas dire commémorer la guerre.

Ces cérémonies, étant télévisées en direct, la population, si elle ne peut s'y rendre, peut donc néanmoins en suivre le déroulement. On peut donc dire que, depuis quelques années à tout le moins, la commémoration du Jour du Souvenir, ne passe plus inaperçue chez nous. En 2005, comme déjà depuis quelques années, le premier ministre du Québec, lui aussi, commémore le Jour du Souvenir en participant à certaines cérémonies en compagnie de représentants de tous les partis, y compris les leaders souverainistes québécois. Pour une fois, la partisanerie n'est plus de mise.

D'ailleurs, en 2003, c'est le 11 novembre, sur le plancher d'un salon de l'Assemblée nationale, que le premier ministre Charest avait assisté au lancement d'un livre *Le Québec et la guerre 1860-1954*. Peu importe la valeur historique de cet ouvrage, ce qui est important de souligner c'est que pour la première fois un ouvrage sur la participation des Québécois aux différentes guerres du xx^e siècle était souligné dans une publication officielle du gouvernement québécois et que la présence du premier ministre au lancement consistait une reconnaissance officielle, de la part du gouvernement québécois, de la contribution de nos militaires passés et présents à l'histoire québécoise.

De même, dorénavant, aucune visite officielle d'un premier ministre québécois en France ne peut être faite sans comporter un pèlerinage sur les plages de Normandie. C'est devenu un incontournable. On peut donc dire qu'après le fédéral, le gouvernement du Québec a vraiment fait des efforts pour s'associer aux principales commémorations d'événements militaires importants de notre histoire. Mais il reste bien du chemin à faire encore avant que le *devoir de mémoire* soit sérieusement ancré dans le vécu de tous les Québécois.

À l'occasion de la Semaine nationale des anciens combattants, la population est appelée à porter un coquelicot rouge et on peut le voir partout, même au Centre Bell sur le veston des entraîneurs des équipes de hockey de la Ligue nationale. Malheureusement, la signification de ce symbole est encore mal connue au Québec. Il me semble que les professeurs d'histoire, à quelque niveau que cela soit, pourraient, au cours du mois de novembre, en expliquer la signification à leurs élèves sans que cela ne nuise à leur enseignement régulier.

Par ailleurs, il est de bon ton, en certains milieux, de dénigrer le monde scolaire québécois francophone, en insinuant qu'il refuse de commémorer le sacrifice des anciens combattants lors du Jour du Souvenir. On insinue qu'il s'agit d'ignorance, de mépris de l'histoire qui n'a aucune justification, surtout aujourd'hui. Ce jugement lapidaire mérite d'être nuancé, la vérité étant beaucoup plus complexe.

Contrairement à une opinion souvent véhiculée, il n'y a pas d'opposition idéologique des professeurs d'histoire du Québec à parler de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale dans leur cours. Comme me l'a expliqué, en novembre 2004, alors que j'effectuais une enquête pour Anciens combattants Canada, le président sortant d'alors de la Société des professeurs d'histoire du Québec, Grégoire Goulet, les professeurs d'histoire dans les écoles secondaires du Québec doivent toutefois respecter un programme qui vise à parler de l'évolution de la société québécoise au cours des ans. Bref, m'a-t-il expliqué, si l'on parle davantage des Patriotes de 1837 que de la Seconde Guerre mondiale, c'est que le combat des Patriotes s'est fait en sol québécois, suite à des griefs que la société québécoise entretenait face au colonialisme britannique du temps en sol québécois.

Sans nier l'importance qu'ont pu jouer les militaires québécois dans la lutte contre le fascisme et le nazisme, ces deux phénomènes n'étaient pas des phénomènes québécois et la guerre a surtout été menée en territoire outre-mer. Cela n'empêche évidemment pas les enseignants de parler de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale, mais toujours dans le sens du rôle qu'elles ont joué dans l'évolution de la société québécoise.

C'est ainsi par exemple (et non pour des raisons idéologiques) que l'on parlera davantage de la *crise de la conscription* que des exploits des nôtres à Dieppe, en Italie ou en Normandie, en Hollande, etc., parce que cette crise a eu lieu ici, en sol québécois, et qu'elle a beaucoup divisé notre société (idem pour la crise de la conscription de la Première Guerre mondiale et des émeutes de Québec).

Il en est ainsi de l'impact causé durant la Deuxième Guerre mondiale par l'arrivée massive des femmes, jusque là confinées pour la plupart au foyer, sur le marché du travail où elles venaient remplacer dans les usines les hommes partis à l'armée ou épauler ceux qui y oeuvraient déjà en nombre insuffisant. Ces phénomènes *québécois*, ont joué un rôle plus important. Dans l'esprit de nos historiens, ces phénomènes *québécois*, ont joué un rôle plus important au sein de notre société que la lutte au nazisme, au fascisme et même au communisme, qui ne sont pas des phénomènes strictement québécois mais universels.

Quant à la raison pour laquelle les enseignants francophones reçoivent moins de vétérans dans leurs classes que les anglophones, il ne faut pas y voir de raison politique ou du moins un quelconque boycott, surtout en 2005.

Il y a d'abord les moyens de pression des enseignants francophones à cause des difficultés rencontrées dans le renouvellement de leur convention collective. La venue d'un conférencier de l'extérieur signifie souvent une certaine dose de préparation, bref cela devient une activité parascolaire. Or durant cette période, les enseignants syndiqués, dans leur presque totalité, ont refusé toute participation aux activités parascolaires, que cela soit amener les enfants à des activités culturelles comme des concerts ou au théâtre ou dans les musées ou au Salon du livre. Préparer la visite de conférenciers extrascolaires s'en trouvait donc touché.

Mais plus que cela, trop souvent, surtout dans la région métropolitaine, les enseignants s'adressaient à la Légion canadienne, qui dans le grand Montréal est trop souvent le monopole de dirigeants anglophones, quand ce n'est pas des unilingues anglophones. Bref, dans les régions où les associations de vétérans étaient contrôlées par des francophones, comme à Québec par exemple, ou là où les enseignants connaissaient eux-mêmes des vétérans francophones capables d'intéresser leurs élèves et s'adressaient directement à eux, l'accueil fut chaleureux.

Personnellement, j'ai été invité dans deux polyvalentes publiques de Québec toute une journée en compagnie de militaires revenant d'Afghanistan et d'un vétéran de Corée, j'ai le 11 novembre, à la Place Bonaventure, cassé la croûte et discuté avec deux enseignantes (venues en uniforme de militaires de réserve) et leurs classes fort intéressées à mes récits et surtout à ceux d'un vétéran du raid de Dieppe et ex-prisonnier de guerre. Et enfin, j'ai passé une journée dans un collège privé de la métropole avec un capitaine des Forces armées qui lui aussi avait participé à plusieurs missions des Forces armées canadiennes en ex-Yougoslavie et en Afghanistan.

Bref, il y a intérêt, même des étudiants pacifistes et contestataires, pourvu que les conférenciers soient francophones, intéressants et prêts à admettre des questions difficiles et la contradiction. Mais peu d'enseignants sont intéressés à faire affaire avec la Légion canadienne, considérée par eux (et souvent avec raison) comme une organisation trop anglophone et préoccupée de promouvoir l'unité nationale.

À noter aussi qu'en certains endroits, ce sont les sociétés historiques locales, noyautées par des francophones et même en certains cas des souverainistes, qui ont organisé des cérémonies commémoratives. Idem pour la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal au Cimetière de la Côte-des-Neiges.

Il est donc faux de confondre *unité nationale* (à la canadienne) et commémoration des anciens combattants. Tant que certains mouvements confondront les deux, la commémoration de notre passé militaire au Québec en souffrira.

Cela dit, ceux qui ont à cœur le passé militaire du Québec ne doivent pas craindre de vulgariser, de sortir l'histoire militaire (et l'histoire tout court en fait) des universités, des salles de classe. Non seulement par des colloques ouverts au public, des livres, des articles de revue, mais par la participation à plus d'émissions télévisées ou radiophoniques, en encourageant la visite de musées présentant en tout ou en partie notre passé militaire, la visite à des pageants comme ceux de la Compagnie de Franche marine et autres reconstitutions historiques, la visite d'endroits comme le Fort Chambly, les concerts de musique militaire, les défilés, etc. Tous les moyens sont bons pour intéresser la population à notre passé militaire. Il faut donc les utiliser tous.

À l'automne 2005, lors du colloque sur l'historien Maurice Séguin organisé par la Chaire Hector-Fabre d'histoire québécoise, à l'Université du Québec à Montréal, des participants ont fait remarquer que si l'on veut que notre peuple apprenne son histoire, les historiens doivent sortir de leur tour d'ivoire et investissent les lieux de mémoire populaire, les musées, les émissions spécialisées d'histoire à la télévision, le cinéma et bien sûr le livre.

Bref, si on veut se souvenir de nos anciens combattants et de leurs sacrifices, on doit savoir pourquoi ils se sont battus. Il faudra donc que tous ceux qui ont pour mission d'enseigner l'histoire, ceux qui produisent des documentaires, ceux qui rédigent des articles à saveur historique ou des bouquins ou prononcent des conférences, ceux qui organisent des commémorations de toutes sortes, se concertent et se parlent.

Il faut établir des ponts entre les autorités gouvernementales fédérales et québécoises, entre le monde de l'éducation et les responsables militaires et d'anciens combattants, les musées, le public en général. Et bien sûr, tous ceux intéressés à la diffusion de notre passé militaire doivent participer à un examen de conscience collectif pour tâcher de savoir pourquoi nos efforts n'ont pas davantage porté fruit. Pour qu'on apporte les correctifs nécessaires.

Déjà, le fait qu'on m'ait invité à profiter du colloque d'histoire militaire de novembre 2005 pour inaugurer la Semaine nationale des anciens combattants constituait, selon moi, un important pas dans la bonne direction.